

bon actif et le bioxyde de chlore depuis samedi dernier sans marquer d'amélioration.

On demande au gouvernement fédéral d'adopter une loi qui remédierait à la situation. Je demande donc au gouvernement, par l'intermédiaire du premier ministre suppléant, s'il songerait à présenter immédiatement une loi qui empêcherait toute industrie de jeter dans les eaux de n'importe quelle rivière interprovinciale des matières qui pourraient les polluer.

**Le très hon. C. D. Howe (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je ne sais pas exactement ce qui en est du point de vue constitutionnel. Toutefois, d'après les discussions qui ont eu lieu à la Chambre, le problème relèverait, si je comprends bien, de la compétence provinciale. Cependant, je ferai étudier la question et déterminer si le gouvernement pourrait envisager une loi appropriée.

### IMMIGRATION

#### FERMETURE PROPOSÉE DES BUREAUX CANADIENS AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. G. K. Fraser (Peterborough):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Comme les États-Unis doivent fermer certains de leurs bureaux d'immigration, bureaux d'entrée situés au Canada, la division canadienne de l'Immigration songe-t-elle à fermer des bureaux canadiens d'immigration situés aux États-Unis?

**L'hon. W. E. Harris (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration):** Je ne pense pas qu'il en soit question. En réalité, nous n'avons, sauf erreur, aucun de ces bureaux aux États-Unis.

**M. Fraser (Peterborough):** Je pense qu'il y en a un à Chicago.

#### LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

##### PRÉTENDUES INSTRUCTIONS DONNÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS DE QUITTER LEURS EMPLOIS D'HIVER

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Solon E. Low (Peace-River):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Affaires des anciens combattants. Le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il émis dernièrement des directives en vertu desquelles les jeunes cultivateurs établis sur des terres en vertu de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants doivent abandonner leurs emplois qu'ils ont pris pour l'hiver en vue d'acquérir plus faci-

[M. Campbell.]

lement leurs titres de propriété et de payer leurs dettes, et rentrer sur leur ferme.

**L'hon. Hughes Lapointe (ministre des Affaires des anciens combattants):** La réponse est non. Le ministère n'a émis aucune directive de ce genre sous l'empire de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

### IMPÔT SUR LE REVENU

#### DEMANDE D'UN EXPOSÉ DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT À LA SUITE DE L'ADOPTION DE LA LOI DU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Léon Balcer (Trois-Rivières):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Peut-il nous dire quelle sera la situation des contribuables de la province de Québec, pour ce qui est de l'impôt sur le revenu, à la suite de la décision de l'Assemblée législative de cette province de prélever un impôt provincial sur le revenu?

**L'hon. Douglas Abbott (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, les seuls renseignements que je possède au sujet de l'impôt projeté sont ceux que j'ai pu glaner dans les articles de journaux. Cependant, je crois savoir que le gouvernement de la province de Québec se propose de prélever un impôt sur le revenu des particuliers...

**M. Knowles:** Sur le revenu du ministre.

**L'hon. M. Abbott:** ...sous forme d'un pourcentage déterminé de l'impôt fédéral sur le revenu, quel que soit ce pourcentage. Évidemment, par suite de réductions successives de l'impôt fédéral sur le revenu, toute province qui le désire peut pénétrer dans ce domaine d'imposition, les taux ayant été réduits d'à peu près la moitié par rapport au sommet atteint durant les années de guerre.

Pour ce qui est du contribuable qui acquitte l'impôt fédéral sur le revenu, il pourra, aux termes de la loi de l'impôt sur le revenu, porter à son crédit tout impôt provincial jusqu'à concurrence de 5 p. 100 de l'impôt dû au gouvernement fédéral.

#### CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

##### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE LA VENTE DE LA CALE SÈCHE ET DU CHANTIER MARITIME DE PRINCE-RUPERT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Howard C. Green (Vancouver-Quadra):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. A-t-on mis en vente la cale sèche et le chantier maritime de Prince-Rupert? Dans le cas de l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises pour s'assurer que l'acheteur les maintiendra en service?